

18 SEPTEMBRE 2023

---

# EUROPE INFO HEBDO

---



## **SOTEU-DIGITAL MARKET ACT - ÉNERGIE**

Cette semaine se place sous le signe de la volonté. La volonté, pour Ursula Van der Leyen, de s'affirmer comme capitaine d'un navire prêt à repartir pour un second mandat quitte à être en porte-à-faux avec sa famille politique. Volonté de l'UE, de plus en plus nette, de tenir tête aux entreprises en situation de quasi-monopole. La volonté des Géorgiens et d'une partie de leurs représentants de rejoindre l'UE et ainsi tenir tête à la Russie, malgré les craintes et les réticences d'une minorité. La volonté affichée au G20 par de plus en plus d'acteurs internationaux de s'affranchir de la domination occidentale, même si la question se pose encore de savoir quel leadership accepter de la Russie, ou de la Chine. Une volonté politique qui semble parfois manquer sur la transformation écologique de notre modèle alors que, plus que jamais, il est nécessaire de répondre aux urgences.

Bonne lecture,

Elise BERNARD,  
Edouard GAUDOT,

Avec la précieuse assistance de Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI et  
Carla BOYER.



# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## INDUSTRIE, ÉLARGISSEMENT, MALINFORMATION, ÉTATS D'ÂME

Parallélisme des formes avec l'autre modèle d'une fédération d'États unis dans la diversité, le #SOTEU (Speech on the State of the EU) s'est tenu à Strasbourg, ce mercredi 13 septembre 2023. Technocratique et institutionnel aux premiers temps de la Commission Barroso, l'exercice est devenu, 15 ans plus tard, un rituel politique structurant pour la démocratie européenne - même quand la présidente prend soin "d'éviter les vagues" (comme le note Jean Quatremer).

- Signifiant, cependant, au point de susciter d'amusantes surinterprétations dans l'esprit étroitement hexagonal de certains journalistes.
  - Merci d'ailleurs à Jean-Sébastien Lefebvre, de Contexte, pour ce moment de franche hilarité à l'écoute de ce bingo du contresens européen.
    - Les médias généralistes parlent d'Europe en ignorance de cause, mais au moins en parlent-ils.
- Avec en ligne de mire les élections européennes de 2024 (et l'éventualité d'un second mandat croit savoir Politico) pour l'actuelle Présidente de la Commission (déjà critiquée pour son refus de jouer le jeu des "Spitzenkandidaten"), celle-ci prononçait donc son dernier discours sur l'état de l'Union européenne de cette législature.
  - Parmi le foisonnement d'analyses qui entourent le SOTEU, on notera une série de réflexions où les économistes du think tank Bruegel recommandent à la Présidente de s'engager plus avant sur la transformation du modèle industriel européen.
    - Il est impératif, selon eux, de répondre aux défis du retour de la stagflation et de la fragmentation.
  - Défendant le Green Deal, pilier central de son action, la présidente a appelé à « garder le cap » sur la transition écologique.
    - Cette détermination contraste avec les attaques des gouvernements et députés de droite et des conservateurs et nationalistes de l'ECR.
  - Tentant de tirer les leçons des erreurs industrielles du passé (en particulier sur les photovoltaïques), la Présidente s'est aussi engagée sur des mesures stratégiques pour le secteur automobile.
    - Celui-ci est actuellement sérieusement menacé par la concurrence des constructeurs chinois, considérée comme déloyale car hautement subventionnée.
  - Il est difficile d'imaginer que ce bras-de-fer n'ait pas reçu l'aval des capitales concernées, en particulier Berlin, dont l'économie est la plus exposée au commerce chinois.
    - Cette proposition souligne surtout les contradictions géopolitiques et commerciales d'un Green Deal dont la dimension extérieure n'a jamais été pleinement prise en compte (cf. EIH précédentes).
  - Pour autant, sur ce sujet industriel comme sur les autres aspects du Green Deal le SOTEU montre les efforts de la Présidente pour apaiser les tensions avec le PPE, sa famille politique, afin de se mettre en ordre de bataille pour juin 2024.
- Par ailleurs la Présidente "géopolitique" s'est engagée nettement en faveur d'un "élargissement XXL" rapporte Médiapart, c'est à dire aux Balkans et pays de l'Est dont la Moldavie et l'Ukraine, dans « l'intérêt commun » de l'UE.
  - Loin cependant de prôner une facilitation du processus d'adhésion, elle a invité les pays candidats à s'élever « à la hauteur de cette détermination ».
  - Elle projette une Union à « 30 et plus », une ambition considérée comme « aussi immense que la chute du rideau de fer et la fin de la guerre froide » selon *El Pais*.
    - Elle prend toutefois soin de ne pas préciser de calendrier.
    - Mais prend le risque aussi de nourrir, à terme, spéculations et frustrations.
- Enfin, à l'exception de quelques généralités sur la démocratie, la discrétion du discours sur les questions d'État de droit a suscité de légitimes critiques.
  - Des députés tchèques, libéraux ou pirates (Verts/ALE) se sont émus de cette absence,.
  - Certains observateurs y voient un signe que la realpolitik et les élections pourraient l'emporter sur les principes.

# ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

## DMA, GAFAM, DONNÉES, FAIRE SON MARCHÉ

Après le DSA, l'autre texte majeur sur la régulation du numérique le Digital Market Act (règlement sur les marchés numériques), va lui aussi entrer en vigueur.



- En complément du DSA (cf. EIH précédentes) qui régule les pratiques internes des géants du numérique, le DMA impose des limites aux géants de la tech, en particulier à travers de nouvelles directives anticoncurrentielles.
  - Alphabet (Google), Amazon, Apple, Meta (Facebook, Instagram...), Microsoft et ByteDance (TikTok) : cœur de cible, les fameux "GAFAM", cinq américaines et une chinoise, les plateformes de ces entreprises sont considérées comme des points de passage quasi-obligatoires pour le trafic des utilisateurs.
    - Elles comptent au moins 45 millions d'utilisateurs au sein de l'UE.
- La Commission européenne considère que ces entreprises abusent de leur position dominante sur le marché du numérique et écartent toute concurrence.
  - Dans la bataille pour les données, stratégique aussi bien pour l'industrie que pour l'Etat de droit, ces textes sont conçus comme les instruments d'une balbutiante politique industrielle européenne.
  - Les objectifs de cette nouvelle législation sont de :
    - Favoriser l'émergence de start-up européennes ;
    - Améliorer les services proposés aux consommateurs.

- Certes, la réglementation complète n'entrera en vigueur qu'à partir du 6 mars 2024, mais certaines contraintes sont déjà effectives.
  - Les plateformes doivent avertir la Commission dès qu'elles souhaitent racheter une autre entreprise.
  - Google n'aura plus la possibilité de favoriser ses propres services (Google Shopping...) dans les résultats de recherche.
  - Apple aura l'obligation de proposer d'autres applications que l'Apple Store.
  - Les applications de messagerie doivent travailler ensemble et permettre aux utilisateurs de communiquer entre eux même s'ils utilisent deux plateformes différentes.
- La Commission a prévu des sanctions, notamment économiques, pour les entreprises qui ne respecteraient pas sa nouvelle législation.
  - Les sanctions pourront même aller jusqu'à 20% du chiffre d'affaires des géants de la tech en cas de récidives.
  - Certaines entreprises ont commencé à contester leurs obligations au regard de cette législation.
  - La Commission européenne s'attend d'ailleurs à des revendications juridiques.
    - Une tâche suffisamment lourde pour que les juristes du Blog Verfassungsgericht s'inquiètent de sa capacité à en assumer seule la tenue.



## ÉLARGISSEMENT, GÉORGIE, GEORGIA IN OUR MINDS

Ukraine, Balkans, Moldavie : la porte de l'UE s'ouvre grand à l'Est, si l'on en croit les déclarations du président du Conseil Charles Michel, et le discours sur l'état de l'Union de Ursula von der Leyen (voir SOTEU23). Mais pour la Géorgie, le jury délibère encore.



- Lors des prochains Conseils européens, les dirigeants des États membres de l'UE doivent se pencher sur les avancées de différents pays.
  - Les 6 États des Balkans occidentaux, la Turquie (avec qui les négociations ouvertes le 3 octobre 2005 sont au point mort), l'Ukraine et la Moldavie ont déjà officiellement le statut de candidat.
  - La Géorgie quant à elle espère pouvoir obtenir ce statut.
- La procédure d'adhésion est longue – certains comme le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, Jean Louis Bourlanges plaident d'ailleurs pour modifier les traités afin de la simplifier.
  - De ce fait, reconnaître à la Géorgie le statut officiel de candidate à l'adhésion à l'UE serait un geste diplomatique fort, affirmant que l'Union européenne ne laisse pas la Géorgie seule face à son encombrant voisin russe.

- A Tbilissi on compte sur l'effet dissuasif pour se garantir d'une agression ou d'une invasion, comme en 2008.

- Cet élargissement de l'UE serait une manière de contrer l'influence russe estiment les autorités françaises.
- Cela encouragerait aussi les tendances à l'autonomie observables dans la région, où l'Arménie, nous explique le spécialiste du Caucase Régis Genté, semble remettre en cause son statut de satellite.

- Concernant la Géorgie, l'enjeu d'influence est reconnu à Bruxelles.

- Ainsi le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell l'a rappelé lors d'une visite en Géorgie :

- « la Russie serait très heureuse si nous échouions [à faire entrer la Géorgie dans l'UE.] »

- Dans un entretien exclusif pour EIH, l'ambassadeur de Géorgie en France, S.E. Gotcha Javakhishvili (cf lien itw), souligne que le peuple géorgien s'identifie comme européen et souhaite rejoindre l'Union.

- Le chemin reste long. Bien que des réformes aient été engagées afin de répondre aux critères de Copenhague, il reste beaucoup de travail pour assurer l'alignement juridique et politique de Tbilissi sur Bruxelles.

- Ainsi le récent rétablissement d'une ligne aérienne directe avec la Russie à l'encontre des sanctions européennes met la Géorgie en porte-à-faux avec l'UE.

- Josep Borrell affirme que la Géorgie n'a rempli que 3 des 12 critères requis

- Elle doit travailler davantage sur la dépoliarisation politique, la désoligarchisation, lutter contre la corruption et mettre en place une réforme de la justice efficace

- La procédure de destitution engagée par le parti Rêve Géorgien (russophile) du premier ministre, contre la présidente de la République (pro européenne) met en exergue cette défiance sérieusement installée entre une partie de la population et le parti majoritaire.

- C'est ce dernier qui est le principal interlocuteur des représentants de l'Union.



## BRICS, G20, CASSE BRICS

De l'affirmation économique et géopolitique des BRICS aux difficultés de l'UE au Sahel et en Afrique, l'Europe semble perdre de l'influence, au profit des puissances émergentes, et d'un "Sud global" mené par la puissance chinoise, omniprésente et suractive. Stratégiques, les reculs en Afrique, obligeant au rapatriement des troupes peuvent être comparés au retrait des troupes américaines d'Afghanistan, estime le journal conservateur allemand FAZ. Selon Les Echos, il s'agit d'un contre-coup de l'histoire coloniale, puisque ce sont surtout les anciennes colonies françaises qui ont particulièrement été touchées par les récents coups d'Etat.



- L'absence du président chinois au dernier sommet du G20 en Inde interroge les observateurs.
  - Est-ce dû aux conflits et rivalités avec l'Inde? Ou y-a-t-il là un signe que la Chine fait le choix d'affaiblir les derniers forums internationaux dominés par l'Occident?
  - Dans son éditorial géopolitique, Pierre Haski pose la question.
- Néanmoins, ce sommet du G20 à Delhi aura parfaitement illustré l'évolution du rapport de force entre les Occidentaux et les pays du « Sud global » - dont les BRICS récemment élargis.
  - En ne condamnant pas l'agression russe en Ukraine, les pays émergents ont réussi à ne pas choisir entre Kiev et Moscou, une nouvelle forme de non-alignement.

- Les diplomates russes se félicitent de cette victoire mais ils pourraient en avoir fait une lecture trop rapide.
- A Bali l'année dernière, la non-condamnation s'était déjà assortie d'une dénonciation des effets du conflit sur l'économie mondiale.
- Le rythme et les engagements dans la lutte contre le dérèglement climatique représentent un vrai point d'opposition entre l'UE et des pays émergents
- Ces derniers ne sont pas prêts à remettre en cause les conditions de leur développement économique.



- La montée en puissance de l'influence des BRICS pourrait être également économique et se caractériser par la création d'une monnaie commune.
  - L'ambition étant à termes de rivaliser avec le dollar.
  - Un système basé sur 3 monnaies serait stable, cependant l'Euro a besoin de se renforcer car il est encore considéré comme une monnaie fragile.
    - Une note d'analyse de la Fondation Mo Ibrahim détaille en chiffres à quel point les pays asiatiques sont désormais les premiers partenaires commerciaux de l'Afrique.

N'en déplaise aux amateurs de variété française, il est définitivement loin "le temps béni des colonies".



## AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE, CLIMAT, WILLPOWER

Parmi ses conséquences paradoxales, la guerre russo-ukrainienne aura engendré un mouvement catalyseur à l'échelle européenne, accélérant l'émergence d'une politique énergétique ambitieuse et les efforts de décarbonation.



- Néanmoins, la volonté de diversification des fournisseurs d'énergie afin de s'émanciper de l'emprise industrielle russe ne va pas sans heurts, comme l'explique Pawel Zerka, analysant les données d'un observatoire de l'énergie mis en place par l'ECFR.
  - Le politiste appelle en conclusion à l'adoption d'une approche plus stratégique.
  - Selon lui, les ambitions climatiques de l'UE doivent composer avec la nécessité de diversifier les relations énergétiques et de renforcer les partenariats avec les pays voisins.
    - Et la nature des régimes partenaires pourrait poser quelques problèmes de principe pour l'UE.
    - Comme l'Afrique du Nord où se trouvent des partenaires idéals. D'ailleurs les accords avec le Maghreb se multiplient - comme l'exemple marocain datant du début de l'été.

- Autre sujet critique, la structure de gouvernance de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie se heurte à des clivages problématiques, analysent les experts de Bruegel.
  - Les impacts des prix du carbone causés par l'élargissement de l'Emission Trading System (ETS 2) aux transports et bâtiments, creusent les inégalités entre les différents États membres.
  - Pour éviter que la décarbonation se résume à un « exercice bureaucratique sans impact substantiel de coordination des politiques énergétiques nationales », l'Union doit absolument repenser sa gouvernance.
    - Il est impératif de combler ses lacunes, sous peine de mettre en péril l'avenir et la durabilité de la transition écologique.



## ELECTIONS, AGRICULTURE, ENERGIE, ROBERTA CLACK

Bien partie en campagne, et potentielle rivale de la présidente von der Leyen au sein de la famille conservatrice, la présidente du Parlement européen Roberta Metsola (MT-PPE) a repris les éléments de langage de son groupe pour tracer un raccourci rapide et controversé entre les réglementations européennes du Green deal et la montée de l'euroscepticisme.



- Au-delà des polémiques de campagne, une grande partie de l'opinion publique s'interroge toujours : écologie et préservation des équilibres naturels sont-elles compatibles la croissance et même l'activité économique ?
  - Récurrente, théorique aussi bien que politique, la question reste en permanence un sujet d'opposition entre les scientifiques et les acteurs du monde économique.
  - L'échange tendu entre le climatologue Jean Jouzel et le patron de Total Energies, lors du sommet du MEDEF, a encore accentué le dialogue de sourds sur la nécessité de remettre en cause le modèle économique dominant pour répondre aux impératifs écologiques.
    - Surtout au moment où les effets les plus nets du dérèglement climatique deviennent évidents pour le plus grand nombre
- Paradoxalement, cette prise de conscience semble aussi renforcer une forme de déni, note Stéphane Foucart dans Le Monde.
  - Cachée derrière l'appel au réalisme et au respect des réalités économiques, la sidération devant l'ampleur de la tâche et des moyens à y consacrer nourrit le sentiment d'impuissance et une forme de dissonance cognitive entre les plaidoyers vibrants pour le changement d'un côté et la poursuite des pratiques nocives de l'autre.
    - Un phénomène déjà bien étudié aussi par les scientifiques et encore récemment souligné.
  - "La puissance publique doit choisir", rappellent les auteurs de cette tribune sur le cas Jouzel/Pouyanné.
    - Au-delà la sidération, les choix sont politiques, et demandent à la fois expertise et investissement.
    - En capital financier comme en capital politique.
- La volonté politique, c'est par exemple la possibilité de légiférer sur un crime d'écocide.
  - Déjà en débat au Parlement européen depuis deux ans, l'idée fait son chemin et un nombre croissant de pays envisagent d'adopter des législations contraignantes pour criminaliser les atteintes à l'environnement.
- Cela se manifeste aussi avec la cohérence et la transparence sur les études scientifiques.
  - Ainsi les récentes conclusions des agences européennes chargées de l'évaluation du glyphosate sont contestées par les experts d'un groupe d'ONG
    - Le groupe est mené par PAN-Europe, une ONG qui lutte contre l'usage des pesticides et défend une agriculture à impact réduit sur l'environnement.
  - Le groupe dénonce des failles dans la méthodologie des agences européennes et s'oppose à la proposition de la Commission de renouveler le glyphosate.
    - Le caractère cancérigène de l'herbicide a pourtant été établi par de nombreuses études, y compris l'INRA en France.
- Enfin, la volonté politique c'est la coopération plutôt que la concurrence.
  - Sur les batteries, l'experte de l'ONG "Transport et Environnement", Julia Polinoscanova estime, qu'à l'heure actuelle :
    - "pour les pays de l'UE, entrer en compétition avec les USA ou la Chine sur les matériaux critiques revient à courir un grand prix de F1 avec une Fiat 500".
  - Il faut une approche européenne.